Rapport du comité de sélection

M. le vice-président: La présidence ne doit pas oublier le partage du temps. Le député a déjà monopolisé une grande partie des dix minutes.

M. Nowlan: Juste une question de plus.

M. le vice-président: Très bien. Il ne reste qu'une minute.

M. Nowlan: Monsieur le Président, ma question fait suite à la première. Je ne pensais pas que l'horaire serait si strict cet après-midi. Sans vouloir vous manquer de respect, voici en quelques mots ma question: le député ne comprend-il pas, malgré sa grande expérience, que le problème vient de ce que le gouvernement compte 137 ou 139 membres, dont 80 sont nommés ministres ou secrétaires parlementaires ou encore présidents de comités, de sorte que les simples députés ont une possibilité autre que le cabinet de faire connaître leurs vues. Toutefois, il en va différemment dans les partis d'opposition...

M. le vice-président: Le député aura plus tard la possibilité de faire un discours.

M. Bosley: Monsieur le Président, je tiens à signaler également que le discours du député m'a fortement impressionné. Je veux poser une seule question.

Puisqu'il voit, fort à propos, la nécessité de comprendre le caractère expérimental de cette réforme, pour ne pas y porter préjudice, n'est-il pas un peu étrange que tout au début de cette expérience, il y ait eu un tel manque de souplesse de sorte que tous les comités se composent de dix membres, à l'exception de deux qui en comptent 15.

Ne serait-il pas plus judicieux, pour répondre au député qui se préoccupe de la souplesse et du caractère expérimental de l'entreprise, de reconnaître que certains comités ont une charge de travail plus lourde que d'autres et qu'il leur faudrait donc 12, 13 ou même 11 membres. La rigidité du système ne l'inquiète-t-elle pas?

M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, le député soulève là une excellente objection. Le comité n'avait pas l'intention de recommander un nombre donné de membres. Toutefois, nous avons tenu compte d'une chose. La tendance veut qu'à la Chambre, des choses qui, au début, ne sont guère importantes, prennent peu à peu de l'importance. Voici le dilemme qui se posait: en recommandant qu'un comité compte au plus 20 membres, tout en sachant qu'en réalité nous devrions en limiter le nombre à 12, nous savions que le nombre demeurerait tel quel. Nous savions que la chose serait opportune car nous nous étions rendu compte qu'on souhaitait sinon qu'il était vraiment indispensable que des députés siègent aux comités. Nous avons donc décidé de tenter une expérience. A un moment donné, dans six mois ou un an, nous voudrions, je suppose, examiner de nouveau la situation. Nous devrions peut-être alors examiner les divers éléments qui constituent chaque comité et recommander ensuite une série de nombres.

M. le vice-président: La présidence hésite à interrompre le débat, mais en vertu du Règlement en vigueur à la Chambre, la présidence doit répartir le temps aussi équitablement que possible entre les députés durant la période réservée aux questions. Ce n'est pas facile. Cette période est maintenant expirée.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le Président, nous sommes maintenant arrivés au point où il serait opportun de rappeler l'époque où la Chambre ne comptait pour ainsi dire aucun comité. Je me souviens qu'en 1957 et

en 1958, nous avons innové en établissant de nouveaux comités, notamment le comité des affaires des anciens combattants et le comité des comptes publics. Avec le temps, d'autres comités ont été constitués. Les comités siégeaient au moins pour étudier les dépenses une fois qu'elles étaient engagées. Les prévisions budgétaires, elles, étaient étudiées exclusivement aux Communes. Les députés se rappellent que les choses ont évolué au point que le système de comités actuels a été mis en application en 1969. Il était inspiré de la pratique aux Communes britanniques et je me souviens que certains députés avaient dit que nous ne devrions pas la suivre aveuglément. Pourtant John Stewart, qui était alors député, avait conçu le système et nous avons mis à l'essai une expérience britannique: le comité spécialisé où tous pouvaient acquérir de l'expérience.

Sauf le respect que je dois à mes collègues, nous connaissons les problèmes auxquels nous nous sommes heurtés. Premièrement, nous n'avons pas suivi la pratique britannique, en ce sens que le parti ministériel a insisté pour que le président soit un des siens. Ce n'était rien d'autre qu'une forme de favoritisme dilué de la part du caucus. Il y a bien eu quelques exceptions notables. Un grand nombre de présidents de comité, sinon la majorité, étaient choisis justement pour y défendre les intérêts du gouvernement. Je peux dire cela parce que j'ai pu observer la situation pendant très longtemps. Je sais que certains députés encore jeunes diront que ce n'est pas le cas, mais je peux leur assurer que j'ai fait partie de presque tous les comités de la Chambre et que je connais des députés qui sont des fonceurs. C'est en agissant ainsi qu'ils ont gagné leurs galons de secrétaires parlementaires et de ministres du cabinet. Les choses ne se passent pas comme à la Chambre des communes britannique où un député accède aux postes de président de la Chambre et de ministre du cabinet, par exemple, en se faisant une réputation de président impartial. A cette époque-là, la Chambre comptait 20 comités permanents, deux ou trois comités mixtes et quelques comités spéciaux. De janvier à mai, chaque mardi et jeudi matin, 17 ou 18 comités étaient appelés à siéger. Petit à petit on organisa des séances le vendredi matin, puis le lundi soir, et même pendant que la Chambre siégeait le mardi et le jeudi après-midi. La participation aux travaux des comités devint de moins en moins soutenue, du moins aux travaux sérieux.

• (1520)

Pour nombre de députés, le comité devint une sorte de terrain de jeux. Ils étaient fort occupés. Mais le travail n'avancait guère parce qu'il arrivait trop souvent que des ministres se faisaient tirer l'oreille pour venir témoigner. Ces ministres considéraient qu'une séance ou deux suffisaient pour examiner le budget des dépenses de leur ministère. Chaque séance durait à peu près 80 minutes et nous connaissons la fameuse règle des dix minutes. Un député peut prendre une minute pour poser une question et ensuite le ministre, ou un fonctionnaire délégué occupe le reste de la période. Le député ne pouvait poser d'autres questions ce jour-là. Tout au plus, un critique de l'opposition pouvait-il poser trois ou quatre questions relativement au budget d'un ministère. J'ai vu l'étude d'un budget reporté jusqu'à la dernière semaine de mai par la majorité du comité directeur, la raison invoquée étant l'impossibilité pour le ministre de venir discuter du budget de son ministère. D'autres comités, par exemple celui des finances, du commerce